

Livre blanc : certaines voient rouge

Autor(en): **[s.n.]**

Objekttyp: **Group**

Zeitschrift: **Femmes suisses et le Mouvement féministe : organe officiel des informations de l'Alliance de Sociétés Féminines Suisses**

Band (Jahr): **84 (1996)**

Heft 2

PDF erstellt am: **02.05.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Livre blanc: certaines voient rouge

Les grands patrons suisses se sont penchés au chevet de notre économie polytraumatisée et proposent pour la relance un remède à leur façon. Un tour des réflexions sur les propositions faites par des femmes contre, d'autres pour et d'autres franchement mitigées



Un manifeste qui fait réfléchir

La Suisse de demain vue par les grands patrons de l'économie suisse: des compétences fédérales réduites au strict minimum; une lutte implacable contre les déficits budgétaires, des prestations sociales publiques ciblées sur les nécessiteux, la privatisation des services publics - CFF, Poste et Télécoms, Electricité. Le tout pour que la Suisse puisse occuper un rang à la mesure de ses capacités dans une économie en marche vers la mondialisation et l'ère de la

communication. Le Programme de renouveau économique pour la Suisse signé David de Pury (ABB), Thomas Schmidheiny (Holderbank), Arthur Dunkel (ancien directeur général du GATT) entre autres grands ténors du monde économique, avec le concours des professeurs Heinz Hauser et Beat Schmid de l'Université de Saint-Gall, a été publié en décembre dernier. Il n'a cessé depuis lors d'alimenter un vaste débat.



Ce Livre blanc, dont la version française est attendue pour ce mois, a été épuisé, à peine mis en vente. Il est vrai que sa publication a été magnifiquement orchestrée. Grâce à un coup du Téléjournal romand qui en a analysé quelques bonnes feuilles, un soir de début décembre, toutes les rubriques économiques d'Helvétie ont assailli les signataires de ce manifeste. Succès d'affluence garanti pour la conférence de presse officielle le 13 décembre à Zurich, capitale économique de la Suisse, quelques heures après la réélection du Conseil fédéral à Berne, capitale politique de la Suisse.

Ce texte, d'une septantaine de pages, ne mentionne les femmes qu'une seule et unique fois, en leur qualité de citoyennes, appelées à faire preuve du même sens des responsabilités que leurs mâles concitoyens. Il a été rédigé et signé par des hommes, exclusivement. Ce qui n'exclut néanmoins nullement que quelques parlementaires fédérales ne soient sensibles, elles aussi, à ces opinions frappées du sceau de l'ultralibéralisme.

Diagnostic clair

Que la Suisse soit obligée, comme le reste de l'Europe, à faire son examen de conscience économique, est salutaire. Car tout autant que l'Europe, elle court le risque d'être larguée, dans la lutte sans

merci dans laquelle se sont lancés les Etats-Unis et les pays émergents de l'Asie pour dominer les marchés les plus lucratifs de la planète, sans aucun souci pour le bien-être des femmes et des hommes, force de travail réduite au silence, taillable et corvéable à merci.

Le manifeste des grands patrons de l'économie helvétique a le grand mérite de poser un diagnostic clair, et en proposant des remèdes de cheval, d'amorcer enfin un débat de fond qui intéresse aussi les femmes, outre la classe politique directement interpellée.

Diagnostic: les Suisses (comme les Européens du reste) vivent trop confortablement et risquent de rater les occasions de s'installer sur les marchés d'avenir, tandis que le reste du monde, s'accommodant d'une vie chiche, travaille fiévreusement à s'y établir de manière durable.

Toutes concernées

Remèdes: les Suisses doivent retrouver l'état d'esprit de pionniers qui était le leur à l'aube de la société industrielle, accepter de sacrifier le confort que leur dispense l'Etat, dont les ressources ne cessent de diminuer, s'installer, jour et nuit s'il le faut, devant leurs ordinateurs pour produire et innover, afin d'introduire sur les marchés de la planète des biens et des services

que tous les autres chercheront à s'arracher au seuil d'une nouvelle révolution structurelle, le passage de la société industrielle à celle de la communication, riche de perspectives pour les plus capables et semée d'obstacles pour les laissés-pour-compte.

Trois domaines, réaménagés par ce Livre blanc, intéressent tout particulièrement les femmes aussi, que ce soit en leur qualité d'étudiantes, de travailleuses ou de retraitées.

Dans le domaine de la formation, les auteurs n'y vont pas de main morte. Les universités devraient être soumises à la déréglementation, concrétisée par l'abolition du statut de fonctionnaire pour les professeurs, le paiement par les étudiants de taxes couvrant les frais d'études effectifs, avec un système de bourses et de prêts pour ceux qui ne pourraient pas les payer, de même que l'institution d'un examen d'entrée. Des universités privées pourraient venir concurrencer les universités publiques, la pleine concurrence jouant entre elles, notamment pour attirer des enseignants hauts de gamme par des honoraires intéressants. L'apprentissage conserve néanmoins toute sa validité, avec un appel du pied pour que s'ouvrent sans tarder les HES (hautes écoles spécialisées).

Propositions explosives

Dans le domaine du travail, les conventions collectives devraient se limiter à des clauses très générales et n'être pas obligatoires. La loi sur le travail devrait être totalement assouplie, en ce sens que le travail de nuit et le travail dominical ne donneraient lieu à aucune compensation. L'assurance chômage serait conçue comme une assurance de nature économique qui se limiterait à couvrir les risques de perte de gains, chaque employé payant ses cotisations, l'Etat se bornant à subventionner celles des plus pauvres, tandis que les employeurs seraient libérés de toute obligation.

Dans le domaine de la politique sociale, les auteurs du manifeste manient carrément l'explosif. Ils suggèrent de ramener l'AVS à une simple assurance de couverture du minimum vital et laissent à chacun la possibilité d'améliorer son avoir de vieillesse, en souscrivant des assurances complémentaires, également auprès de compagnies privées.

Dans le souci d'alléger les charges pesant sur les entreprises, ils proposent de faire du 2^e pilier une assurance facultative, tout en garantissant le libre passage intégral.

Un Livre blanc qui se lit presque comme un roman, suscitant l'envie d'en discuter les chapitres pied à pied.

Un programme destiné aux Chambres fédérales

Ce Livre blanc succède à un précédent exemplaire publié en 1991 (La politique économique de la Suisse face à la concurrence internationale) qui a largement inspiré le programme de revitalisation de l'économie présenté par le Conseil fédéral. Il se termine par un catalogue de sept mesures adressé au nouveau parlement élu en octobre 1995.

1. Equilibre des comptes de la Confédération d'ici trois ans, sans augmenter les dépenses;
2. Baisse de l'impôt fédéral direct, compensée partiellement par une augmentation de la TVA; suppression de la double imposition des bénéfices distribués et du droit d'émission;
3. Privatisation de la Poste et des Télécoms;
4. Mise en œuvre de l'image directrice des CFF avec gestion distincte de l'infrastructure (réseau) et du transport des voyageurs et des marchandises;
5. Prévoyance professionnelle à la carte, donc suppression de son caractère obligatoire;
6. Déréglementation et privatisation du secteur de l'énergie électrique;
7. Déréglementation de la formation universitaire et contrôle systématique des programmes de recherche des pouvoirs publics.

A.-M. L.

Anne-Marie Ley



“
Françoise Messant:
*«Le problème,
 c'est la
 déréglementation»*
 ”

«Je pense qu'il ne faut pas accorder à ce Livre blanc plus d'importance qu'il n'en a vraiment» explique Françoise Messant, sociologue du travail à l'Université de Lausanne. «Le problème est bien plus celui de la déréglementation qui est actuellement en train de gagner du terrain en Suisse que celui d'un ouvrage somme toute assez rétrograde. Les auteurs se croient visionnaires, mais leur opuscule me fait penser aux années 1850-1860, à cette «poussée de barbarie» comme l'a appelée l'historien Lewis Mumford. C'était l'époque où on prenait la main-d'œuvre qui vous convenait pour la jeter après usage, à tel point que certaines entreprises avaient dû prendre des mesures un peu paternalistes pour éviter que le tissu social ne soit complètement désintégré et qu'on assiste à des poussées révolutionnaires.

Avec ce livre, j'ai un peu la même impression. C'est une vision à court terme qui manque d'intelligence. Quand le tissu social est atteint, aujourd'hui comme hier, c'est mauvais pour tout le monde, patrons inclus. Bon nombre d'entre eux, d'ailleurs, l'ont compris, ne souhaitant nullement une déréglementation à outrance, mais une déréglementation ciblée.

Prenez l'exemple de la compensation du travail de nuit, ou, plutôt, de la proposition du Livre blanc de supprimer toute compensation du travail de nuit, fût-ce seulement en temps. Même le Conseil fédéral ne va pas jusque là dans le projet de loi sur le travail actuellement discuté dans les Chambres, car il a bien compris les risques de rupture de la cohésion sociale que représenterait cette hyper-flexibilité. En outre, la volonté de régler tous les problèmes par des négociations contractuelles au cas par cas, sans cadre réglementaire protégeant certains acquis sociaux m'apparaît non seulement socialement douteuse, mais économiquement peu viable. Un patronat éclairé doit pouvoir disposer d'une main d'œuvre sur laquelle il peut faire quelques prévisions, savoir comment elle va se comporter dans telle ou telle négociation. L'organisation syndicale est un des moyens de savoir sur quoi tabler. Un marché absolument libre n'est pas ce que souhaitent les patrons. Mais le Livre blanc, en poussant les choses à l'extrême, minimise l'ampleur de la déréglementation actuellement mise en œuvre et, ce faisant, il en facilite la réalisation.»

**Propos recueillis par
 Martine Chaponnière**



“
Chantal Balet:
*«Les femmes
 ont l'habitude de
 se prendre en charge»*
 ”

Interview de Chantal Balet, secrétaire romande de la SDES (Société pour le Développement de l'Economie suisse).

F.S. - Qu'est-ce qui vous est apparu comme le message le plus important du Livre blanc en ce qui concerne les femmes suisses?

Ch. B. - Ce livre a l'avantage de démontrer que l'économie est de plus en plus imbriquée d'un pays à l'autre et que la Suisse se trouve à un carrefour et doit faire des choix urgents. Pour les femmes, il est évident que leurs revendications sociales se font dans une situation qui est très différente de celle d'il y a dix ans. L'augmentation de la productivité doit être dirigée vers la compétitivité dans ce contexte. Il ne s'agit plus de redistribution.

La globalisation de l'économie aurait un effet négatif selon le Livre blanc?

Pour les femmes, cette situation nouvelle est une chance. Elles disposent de plus de souplesse, d'un bon sens de l'organisation, de facultés d'adaptation. Elles doivent pou-

voir bénéficier de ces atouts et les faire valoir. Mais il ne faut pas se leurrer: dans un monde plus précaire, les femmes peuvent avoir aussi à souffrir.

Le Livre blanc propose de nombreuses privatisations. Quel effet sur les femmes?

Dans la proposition d'une assurance privée, ce qu'il faut retenir, c'est qu'elle soutend une plus grande responsabilisation de l'individu. Plus d'Etat-providence, il est en faillite... Et là encore les femmes ont des qualités à faire valoir. Elles ont l'habitude de se prendre en charge. Elles sont mieux armées face aux nouvelles formes de travail.

Les universités devraient se privatiser aussi, qu'en pensez-vous?

Cela est déjà en partie concrétisé et les grandes écoles se réorientent vers la vie civile. Là aussi, plus de souplesse doit être favorable aux femmes.

Vous voyez dans les changements proposés par le Livre blanc des aspects positifs.

Toute énergie mise à freiner le changement est peine perdue. La Suisse est prise dans un mouvement de développement mondial, face à la concurrence des pays de l'Asie du Sud-est. Le Livre blanc montre bien qu'il est urgent d'agir. Par exemple d'harmoniser notre système d'imposition avec celui des pays voisins, de diminuer les subventions étatiques... Il est urgent de remettre les coûts en perspective avec les prestations. Quant aux femmes, on peut les soutenir par des mesures incitatives.

Odile Gordon-Lennox

“
Eva Ecoffey:
*«Loin de la réalité
 sociale»*
 ”

«Voilà ce que c'est que de laisser l'économie entre les mains des hommes!» s'exclame Eva Ecoffey, secrétaire syndicale à la FTMH. «Je suis effrayée par l'incompétence sociale de ces hommes, on a l'impression qu'ils ne connaissent pas vraiment la vie réelle des gens. Savent-ils seulement quel est exactement le montant d'une rente AVS minimum, savent-ils tous quelle est la limite de revenu qui donne droit ou non aux prestations complémentaires?

L'ennui, c'est que ce n'est pas anodin, ni un hasard, qu'aucune femme ne participe à



ce groupe. C'est vrai que c'est aussi un peu la faute des femmes. En tout cas, je pense que les femmes, même celles appartenant à ces milieux dits de «décideurs» dans l'économie, auraient été moins loin de la réalité sociale.

En ce qui concerne l'effet sur les femmes des mesures proposées par ce groupe, je pense qu'il pourrait se révéler dramatique. Dans un système où il n'y a plus de responsabilité collective et tout est laissé à la responsabilité individuelle, dans un système de dérégulation de la sécurité sociale en plus de la dérégulation salariale, les plus touchées seront les femmes. En effet, le fossé entre riches et pauvres s'agrandira et la catégorie des revenus les plus bas - les femmes - en pâtira d'abord. La première assurance à passer à la trappe serait sûrement l'assurance maternité. Déjà aujourd'hui, on entend dire que c'est un luxe... Même si les auteurs de ce rapport ont beaucoup de peine à véritablement étayer leurs propositions - sa publication peut quand même contribuer à installer un climat psychologique de désécurisation. Alors aller voter pour ce que certains appellent un luxe n'est pas évident. Enfin, si les gens sont renvoyés à leurs responsabilités individuelles, cela implique aussi un certain retour à l'accomplissement dans la famille de tâches aujourd'hui prises en charge par la société (personnes âgées, handicapés, etc.). Et qui, dans la famille, s'occuperait de ceux dont l'Etat ne s'occuperait plus? Les femmes, bien sur!»

Martine Chaponnière

Le cadeau du père Fouettard

Le Livre blanc sur l'économie, sorti de la hotte du père Fouettard, un jour de neige, a provoqué les giboilées attendues. Le jour choisi était celui de l'élection du Conseil fédéral. Une manière de secouer les esprits du nouveau Parlement afin d'éviter qu'ils ne s'assoupissent pour quatre ans. Le Livre blanc porte bien son nom. C'est une pâle copie des idées du libéralisme. Fin de la politique sociale de l'arrosoir, responsable de la mouise financière. L'assurance vieillesse ne couvre que le minimum vital. Toute couverture supplémentaire doit passer par des assurances individuelles. Ces propositions sont à quelques nuances près celles de la Banque mondiale*. Celle-ci conteste l'efficacité des régimes publics de retraite puisque la diminution du nombre de salariés en âge de cotiser en compromet le modèle. La solution proposée: un régime à trois piliers, fondé sur une quasi-privatisation des régimes de retraite. Seul un pilier, le second serait sous gestion publique. Financé par

l'impôt, il serait destiné uniquement aux personnes âgées à faibles revenus. Réduire au minimum le secteur public et favoriser le privé. L'Angleterre, berceau du libéralisme économique, applique cette politique depuis quinze ans. Privatisation des réseaux de distribution d'eau, de gaz, d'électricité - une vente prévue pour l'été prochain fait grand bruit: celle de huit centrales nucléaires. Privatisation du système ferroviaire, sous-traitance au privé de la gestion d'établissements pénitentiaires. En novembre 1994 cependant, le gouvernement britannique a dû renoncer à son idée de vendre les services postaux. Les oppositions étaient trop vives. Les réformes n'ont pas amené les succès escomptés, et même les plus libéraux défendent de plus en plus l'esprit public. Le libéralisme économique est né dans l'Angleterre du XVIII^e siècle. A l'époque, il était progressiste. A trop vouloir faire moderne dans le style de la pensée unique, on finit par faire de l'avant-garde, style XVIII^e siècle.

Simone Forster

*La crise du vieillissement: mesures destinées à protéger les personnes âgées et à promouvoir la croissance. Banque mondiale, 1995.





Macha Madörin: «La paupérisation des femmes»

«Le second Livre blanc des grands patrons de l'économie suisse s'inscrit dans le droit fil des thèses néo-libérales thatchériennes et reaganiennes!» explique Mascha Madörin, économiste qui travaille notamment au sein de l'Action Place financière Suisse/Tiers-monde. Plus spécifiquement, ce qui l'inquiète dans ce manifeste des patrons helvétiques, ce sont ses conséquences sur la situation des femmes.

Dans un Etat aminci, qui doit donc réduire ses dépenses publiques, ce sont les femmes, employées dans les administrations publiques qui sont les plus touchées, parce qu'elles occupent en majorité ces emplois du domaine social - santé, enseignement, entretien et nettoyage - qui tombent les premiers sous le couperet des mesures d'assainissement, observe-t-elle.

Travailler encore plus

Force est de constater, ce que montre ce manifeste, c'est que l'élite de l'économie, massivement masculine, dicte les lois de l'économie. Globalement, une majorité de femmes s'appauvrissent. La réduction des subventions publiques, la crise sur le marché du travail, l'abandon, faute de fonds, de projets de structures d'accueil pour les enfants frappent plus durement les femmes que les hommes. Pire encore, selon Mascha Madörin qui invoque une enquête réalisée en Autriche, vu la tendance générale à la diminution des salaires, les femmes se voient dans l'obligation d'accomplir davantage d'heures de travail rémunéré. Elles subissent, de surcroît, comme les hommes du reste, des pressions liées à l'augmentation générale de la productivité. Mais le temps qu'elles doivent consacrer à leurs tâches éducatives et domestiques n'a pas diminué. Seul se réduit comme une peau de chagrin le temps dont elles pourraient librement disposer, pour leurs loisirs, mais aussi pour leur perfectionnement professionnel ou un engagement politique.

Les thèses néo-libérales qui imprègnent le Livre blanc des grands patrons de l'économie suisse, redoute Mascha Madörin, auront pour conséquence notoire de détériorer encore davantage la

situation des femmes sur le marché du travail, soit parce qu'elles perdront leur emploi en raison des mesures d'économie, de rationalisation ou de délocalisation, soit, parce que, faute de pouvoir bénéficier d'une solide formation professionnelle, elles seront cantonnées dans des emplois peu qualifiés. Or ce sont justement ces femmes-là qui devraient avoir le temps et les moyens de faire entendre leur voix en vue d'améliorer leurs conditions de travail et de formation, conclut-elle.

Propos recueillis par Anne-Marie Ley

Françoise Saudan: «Oui à la nécessité d'une réflexion»

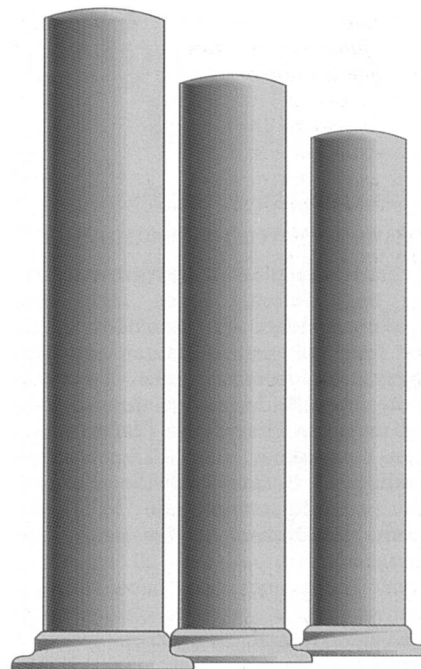
14h30, un vendredi, une table dans un coin de bistro, j'attends Françoise Saudan de retour de Berne où elle vient d'achever sa première session au Conseil des Etats. Elle arrive tranquille. Fatiguée par cette session? «*Ecoutez, je ne vais pas me plaindre. D'ailleurs, je ne supporte pas ceux qui se plaignent. Je l'ai bien voulu, non! Et puis je trouve cela passionnant. C'est une question d'organisation.*»

Et organisée elle est. Le Livre blanc, elle le connaît sur le bout des doigts. «*Je l'ai immédiatement commandé, sachant que les journalistes allaient réagir et puis aussi parce que le résumé français ne rend pas vraiment compte du contenu.*»

Un Livre blanc qui ne l'empêche pas vraiment de dormir: «*Je le considère comme un pamphlet d'hommes qui sont un peu l'image de marque de notre industrie et qui se sont donnés la peine de réfléchir. Mais ce sont les politiciens, les élus, qui prendront les décisions. De plus, en Suisse comme d'ailleurs aux USA et dans le reste de l'Europe, ce sont les petites entreprises qui sont les plus nombreuses.*» Et de sentir que dans ce pamphlet, au fond, les auteurs livrent une bataille au niveau mondial.

Pas touche aux 3 piliers

Quant au contenu dudit pamphlet, ma foi pas de quoi en faire un plat. Il est basé sur le constat que la Suisse a de fait



perdu sa rente de situation - chute du Mur de Berlin et autres vérités sécurisantes - et qu'elle est entrée de plain-pied dans la crise. Alors cette économiste dit oui à la nécessité d'une réflexion que le Livre peut susciter. Elle dit également oui à l'amélioration des conditions cadres des entreprises. Mais elle met par contre les pieds au mur lorsque les grands industriels s'attaquent aux 3 piliers «*c'est notre identité nationale.*» Même si elle reconnaît qu'il faut réfléchir et assurer le système sur le long terme. Elle dit également non à l'idée de privatiser l'assurance chômage et considère que l'assurance maternité doit être prise en charge par la société et pas seulement grever les salaires. Dans les grandes lignes, l'Etat doit rester présent dans la prise en charge des personnes âgées, de la santé et de l'enseignement.

S'ensuit une discussion à bâtons rompus durant laquelle elle avoue ne pas tout voir à travers la lorgnette femme, bien entourée qu'elle est par son mari et ses deux garçons. Même si elle est consciente que les femmes sont moins bien payées et qu'il y a un combat salarial à mener qui sera facilité par l'introduction de la nouvelle loi sur l'égalité. Et puis vite, encore une remarque sur la politique d'allocation familiale qu'elle trouve faite à l'envers du bon sens «*contrairement à ce qui se fait, on a besoin de plus d'argent lorsque les enfants sont petits, frais de garde etc...*» Juste avant de reprendre son sac, pour aller régler les affaires courantes de la PME dans le domaine du bâtiment qu'elle gère avec son mari. Et de s'envoler pour l'Australie pour une visite familiale. Avec le sourire.

Brigitte Mantilleri